

créée par le Livre blanc ont ensemble conduit à la prise en main de nos dernières industries extractives. Je veux parler de nos entreprises qui ont pour rôle d'exploiter nos ressources et qui œuvrent au développement de notre grand Nord. J'espère que le gouvernement instituera un groupe d'étude sans aucun attache avec ces sociétés qui expédient du pétrole vers l'Est du Canada. Ce groupe devrait entreprendre une étude économique afin de voir si on pourrait construire des oléoducs depuis l'Ouest canadien ou l'Arctique pour le transport du pétrole vers l'Est où il doit aller. Cette question ne saurait être avant que nous ayons étudié les facteurs économiques de la situation et décidé si un tel oléoduc serait réalisable. Si on construit de tels oléoducs, on aura plus d'emplois à offrir aux Canadiens partout au Canada. Je remercie Votre Honneur et mes collègues de m'avoir permis de parler pendant ces quelques minutes supplémentaires.

● (8.50 p.m.)

M. Robert P. Kaplan (Don Valley): Monsieur l'Orateur, ce débat a lieu à un moment critique pour notre économie. Nous sommes nettement en période de basse conjoncture. Même si tout nous prouve que nous sommes sur la voie d'une reprise économique, il est évident pour les victimes de l'inflation, du chômage et de la balance des paiements que nous avons encore beaucoup de chemin à parcourir avant de recouvrer une position avantageuse.

L'affaire de la Home Oil reflète la nouvelle dimension des demandes que nous imposons à notre économie, un problème qu'on veut écarter depuis des décennies. Je regrette que l'orateur précédent n'ait pas reconnu que le gouvernement dont il est partisan a écarté le problème tout autant que les gouvernements libéraux du passé.

Une voix: Et le gouvernement actuel.

M. Kaplan: Traditionnellement, nous demandons à notre économie de nous apporter le plein emploi, une stabilité raisonnable des prix, une croissance soutenue, une balance des paiements internationaux satisfaisante et une répartition équitable des fruits de la croissance. Cependant, un nombre croissant de Canadiens reconnaissent maintenant que même si on atteint tous ces buts, notre économie peut ne pas être à la hauteur de nos aspirations. Nous pourrions avoir un niveau de vie élevé et avoir encore une économie subsidiaire, dirigée à partir d'un autre pays. Nous pourrions connaître une expansion industrielle, mais tributaire des techniques et des recherches venant de l'étranger.

Nous pourrions avoir une économie dont l'activité consisterait à monter des pièces et à exploiter des idées venues d'ailleurs, à accepter des façons de vivre et des biens conçus ailleurs. Tout cela peut arriver même si notre niveau de vie continue à monter. Si cela se produit, monsieur l'Orateur, ne soyons pas surpris si nos concitoyens les plus brillants et les plus compétents passent au pays qui produit tout cela pour y chercher du travail stimulant et agréable, qui leur permette d'agir sur l'économie. Si ces gens nous quittent pour ces raisons, que va-t-il arriver au reste du Canada? Comment cela va-t-il influencer sur notre culture et notre identité nationale?

Une telle économie et une telle destinée seraient inacceptables à mes yeux et, je crois, aux yeux de la plupart des Canadiens. Nous pouvons citer l'exemple lointain de la révolution américaine. Un des facteurs de cette révolu-

tion a été l'imposition fiscale sans représentation. Un autre, et peut-être plus important, a été la résistance du peuple américain à une économie coloniale façonnée par la politique impériale, et subordonnée à l'économie de la métropole. L'analogie révolutionnaire cependant s'arrête là vu que le Canada a déjà en main le pouvoir politique. Comment s'en servira-t-il?

D'une part, nous voulons des capitaux étrangers qui hausseront notre niveau de vie et nous apporteront les connaissances, les nouveautés, la technique et l'accès au marché qui nous permettront de commercialiser de meilleurs produits de façon plus efficace. D'autre part, nous voulons voir dans notre économie se développer la personnalité de notre pays, l'autonomie dynamique d'une puissance autodéterminée susceptible de nous faire dépasser d'autres pays grâce à notre efficacité, à notre puissance créatrice, à notre technique et à notre originalité économique.

Nous sommes enclins à parler des ressources naturelles du Canada comme d'une réserve de richesses fabuleuses. Richesses fabuleuses, certes, et c'est bien le cas de le dire de nos vastes ressources forestières, de nos terres fertiles et de notre population robuste, saine et laborieuse. Cependant, il ne faudrait pas confondre richesses et capital. Sans capitaux, il n'est point de mise en valeur des richesses. Le capital, ça n'est pas des ressources, mais quelque chose qui domine les ressources, un moyen d'exploiter les ressources dans le but de les mettre sur le marché et dans le circuit économique.

C'est un impératif national que de mettre au point une stratégie économique en vue d'atteindre ces objectifs. On nous dit que le cabinet est en train d'élaborer cette stratégie. Voilà longtemps que cela aurait dû être fait. Je n'ai pas l'intention de formuler moi-même une stratégie, et je me bornerai à faire remarquer que ce ne sera pas une tâche facile et qu'il faudra prendre en considération toute une série d'intérêts. Pourtant, dans la mesure où il s'agit de bien situer l'affaire de la Home Oil, j'estime, monsieur l'Orateur, qu'il faut tenir compte d'une limite évidente que, selon moi, le gouvernement devrait garder présente à l'esprit dans la décision difficile qu'il lui appartient de prendre de toute urgence.

Le point de vue que je me propose de développer repose sur le fait que nous disposerons toujours de trop peu de capitaux canadiens pour réaliser l'ensemble de nos objectifs éventuels. Nous devons sélectionner les domaines que nous entendons protéger contre les investissements étrangers. Comment procéder à ce choix? Dans ces conditions, j'estime que les ressources naturelles sont le secteur de notre économie qui devrait être protégé en dernier lieu contre les empiétements étrangers. En disant cela, je sais fort bien que la plupart des gens pensent le contraire. Le public semble croire qu'il y a quelque intérêt particulier à écarter les étrangers de la mise en valeur de nos ressources naturelles. Il s'agit peut-être d'un prolongement du réflexe territorial, mais c'est une opinion répandue dans le public, et que je regrette beaucoup.

En premier lieu, monsieur l'Orateur, les produits de l'industrie extractive contribuent très peu, sinon pas du tout, au mode de vie des Canadiens. Quel est notre style de vie? Au sens matériel, il provient de nos livres, notre alimentation, nos vêtements, notre système d'éducation et nos moyens de distractions, nos maisons, nos édifices, notre art et nos réseaux de transport. Voilà les éléments